

# “L'économie belge revient de loin”

■ Tout va mieux, si on en croit le gouverneur de la BNB. Mais des efforts restent nécessaires.

Le gouverneur de la Banque nationale de Belgique (BNB), Jan Smets, avait le sourire, vendredi, pour sa première “sortie” officielle depuis sa prise de fonction, en mars dernier. Le successeur de Luc Coene a dévoilé les nouvelles projections macroéconomiques semestrielles de la BNB. “On revient de loin”, a-t-il résumé en référence aux années de crise que la Belgique et ses principaux partenaires ont traversées depuis 2008. “Aujourd'hui, ça va mieux.”

**1 La croissance se raffermir.** En décembre dernier, la Banque nationale prédisait encore une croissance du produit intérieur brut (PIB) limitée à 0,9 % en 2015. Désormais, elle mise sur 1,2 %. Elle entrevoit même une légère accélération en 2016 (+1,5 %) et en 2017 (+1,7 %). Les effets de la dégringolade des prix du pétrole et de la forte dépréciation de l'euro expliquent en grande partie ce raffermissement “modéré et graduel” de la croissance économique belge. Le gouverneur de la BNB y ajoute aussi l'impact

positif des mesures prises ces derniers mois par le gouvernement fédéral (dont le saut d'index et la modération salariale dans les entreprises). Jan Smets pointe en particulier le redressement des exportations “made in Belgium” et la perspective, dès 2016, de ne plus perdre de parts de marchés. L'économie belge regagne donc en compétitivité.

**2 L'emploi se redresse.** Là aussi, la BNB prédit des lendemains favorables. La reprise économique, couplée à une progression limitée des coûts salariaux et à la modération salariale, permettra la création d'un total de 94 000 emplois supplémentaires au cours des années 2015, 2016 et 2017. Cette embellie aura lieu malgré la perte annoncée de 10 000 emplois dans l'administration publique et l'enseignement. Par ailleurs, le taux de chômage va entamer une lente décrue, passant de 8,5 % en 2015 à 8,3 % en 2016 et 7,9 % en 2017.

**3 Les finances publiques restent dans le rouge.** Malgré une nette rupture dans la croissance des dépenses publiques (depuis 2012) et un allègement des charges d'intérêt sur la dette de l'Etat belge depuis l'an dernier, les finances publiques demeurent un

boulet. La BNB table sur un déficit public de 2,7 % du PIB cette année. A politiques inchangées, ce déficit serait ramené à 2,4 % en 2016 et 2 % en 2017. Problème: la trajectoire budgétaire assignée à la Belgique dans le cadre du Programme de stabilité prévoit un déficit public de 2,5 % en 2015, 2 % en 2016 et 1 % en 2017. “Des efforts additionnels seront nécessaires si la Belgique veut atteindre l'équilibre structurel en 2018”, prévient Jan Smets, qui chiffre ces efforts à un total de 4 milliards d'euros, “dont 1,5 milliard devrait être déjà réalisé en 2016”. Sera-t-il possible de combiner ces nouvelles économies avec la volonté de la majorité fédérale d'opérer un “tax shift” dès cette année-ci? “Ce n'est pas impossible”, répond prudemment le gouverneur, indiquant que l'opération pouvait aussi se concevoir sur plusieurs années. Sur le principe, la BNB reste favorable à ce glissement de fiscalité du travail vers d'autres facteurs (capital, énergie, consommation). L'opération est rendue plus complexe par le poids de la dette publique puisqu'après avoir atteint 106,6 % du PIB en 2014, elle devrait atteindre un pic de 107,6 % en 2016, avant d'amorcer une décrue en 2017.

“Ce n'est pas impossible.”

JAN SMETS

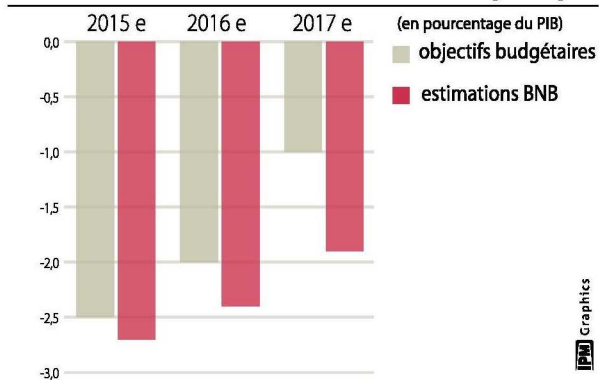
Le gouverneur de la BNB, en réponse à la question de savoir s'il était possible de mener un “tax shift” tout en devant réaliser de nouvelles économies budgétaires à concurrence de 4 milliards d'euros d'ici fin 2017.

P.-F.L.

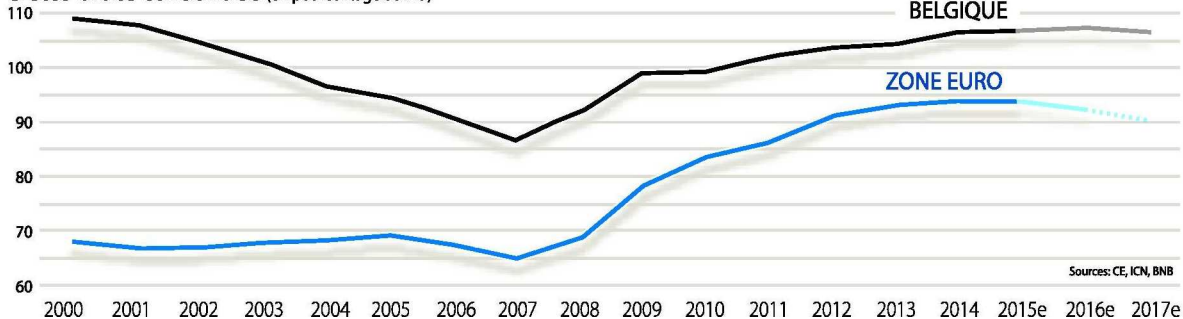
## Principales projections pour la Belgique

|   | 2015 e | 2016 e | 2017 e |
|---|--------|--------|--------|
| PIB en volume   | 1,2    | 1,5    | 1,7    |
| Coût salariaux unitaires dans le secteur privé                                | 0,0    | 0,1    | 0,9    |
| Inflation   | 0,6    | 1,5    | 1,5    |
| Emploi intérieur (variation moyenne sur base annuelle en nombre de personnes) | 23 900 | 30 600 | 39 500 |
| Taux de chômage   | 8,5    | 8,3    | 7,9    |
| Capacité ou besoin (-) de financement des administrations publiques           | -2,7   | -2,4   | -2,0   |
| Solde du compte courant   | 1,4    | 1,4    | 1,6    |

## Soldes de financement des administrations publiques



## Dette brute consolidée (en pourcentage du PIB)



Sources: CE, ICN, BNB

# “On déshabille Pierre pour habiller Paul”

■ La majorité se réjouit, l'opposition fustige la pression sur la demande intérieure.

**A** lors que le Premier ministre, sur Twitter, se réjouissait des perspectives économiques annoncées par la Banque nationale en matière d'emploi, l'opposition épousait elle aussi les conclusions de la BNB. “Le gouvernement Michel profite de l'aubaine économique liée à la dépréciation de l'euro et à la chute des prix pétroliers”, commentait Ahmed Laaouej pour le PS. “La BNP confirme que la faible amélioration de la situation économique de la Belgique est due à des facteurs internationaux moins qu'à la politique du gouvernement. Le gain de croissance de la Belgique est inférieur à la moyenne de la zone euro, ce qui n'était pas le cas sous le gouvernement Di Rupo.”

## Jamar prend acte

Le PS répète la principale critique qu'il oppose aux options du gouvernement. Ahmed Laaouej déplore la pression exercée sur la demande inté-

rieure, notamment via le saut d'index, qui selon lui, est de nature à freiner la croissance du pays. “La faible embellie économique ne se concrétise que par une faible création d'emploi.” Pour lui, on crée un peu d'emplois, certes mais en rognant sur les revenus des ménages. “On déshabille Pierre pour habiller Paul”, résume le socialiste.

Le discours est sensiblement le même chez les verts qui ajoutent “l'injection massive de liquidités par la Banque mondiale et la faiblesse des taux” pour finir d'expliquer le sursaut économique.

“Ceux qui crieraient victoire sur la base du rapport de la BNB risquent de se réjouir trop vite”, lance le député Ecolo Georges Gilkinet. “Les décisions d'austérité prises par le gouvernement ont un effet négatif sur la consommation interne et sur la con-

fiance des acteurs économiques belges, estime-t-il. La diminution des dépenses publiques, notamment dans l'enseignement, auront à terme des conséquences sur le fonctionnement de notre société. Il manque

un véritable projet économique.”

Au niveau du déficit, la Banque nationale pointe également un différentiel important entre ses projections et celles du gouvernement. Etant entendu que celui-ci doit encore prendre des mesures budgétaires. La BNB chiffre l'effort à 4 milliards sur trois ans. “La N-VA l'a annoncé, le gouvernement nous prépare des coupes budgétaires sombres dans la sécurité sociale, de quoi diminuer encore le pouvoir d'achat”, prédit Ahmed Laaouej.

Le cabinet d'Hervé Jamar (MR), ministre du Budget, prend acte mais signale que le gouvernement a annoncé un effort de 11 milliards sur la législature. Le ministre “constate que les projections de la BNB en matière d'emploi, de croissance et de finances publiques tendent à démontrer que le gouvernement va dans le bon sens et que ses réformes portent leurs fruits”.

M. Co.

# 4

## MILLIARDS

C'est l'effort que le gouvernement devra fournir pour respecter ses engagements européens.